



DGAS
Service des Etablissements
39 rue de Beaulieu
86034 POITIERS CEDEX

RENDU EXECUTOIRE LE

30 NOV. 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 16/11/2023
Reçu en préfecture le 16/11/2023
Publié le
ID : 086-228600011-20231116-23_A_SE_0368-AR

S²LO

ARRÊTÉ N° 2023-A-DGAS-DA-SE-0368

du 16 NOV. 2023

**portant augmentation de 2 places
d'accompagnement non médicalisé
sur l'E.A.N.M. « André Rideau »,
à Adriers (86), géré par l'ADPEP 86**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles visé en ses articles D 313-2 et suivants, L 312-1 et suivants et L 313-1 et suivants ;

VU le schéma des solidarités du Département de la Vienne 2020-2024 approuvé par délibération du Conseil Départemental du 20 décembre 2019 ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de la Vienne ;

VU la délibération du 16 décembre 2022 du Conseil Départemental de la Vienne en faveur de la poursuite de l'adaptation de l'offre médico-sociale en direction des jeunes en amendement Creton par la création de 6 places de foyer de vie en cours d'année 2023,

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental de la Vienne n° 2022-A-DGAS-DA-SE-0218 du 20 décembre 2022 portant modification des autorisations de fonctionnement du foyer d'hébergement et de la section annexe de l'ESAT André Rideau, par transformation de l'offre médico-sociale gérée par l'ADPEP 86,

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental de la Vienne n° 2022-A-DGAS-DA-SE-0219 du 20 décembre 2022 fixant les conditions d'habilitation à l'aide sociale de l'E.A.N.M. « André Rideau », à Adriers, géré par l'ADPEP 86 ;

VU la décision du 18 octobre 2023 du Conseil d'Administration de l'ADPEP 86 actant l'attribution de nouvelles places d'accompagnement non médicalisé pour des personnes bénéficiant d'une orientation foyer de vie, par extension non importante,

CONSIDERANT que cette extension ne dépasse pas 30% de la capacité initiale et ne nécessite pas d'avoir recours à un appel à projet ;

Envoyé en préfecture le 16/11/2023

Reçu en préfecture le 16/11/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20231116-23_A_SE_0368-AR



CONSIDERANT que le projet est en adéquation avec les objectifs du Schéma des solidarités 2020-2024, plus spécifiquement avec la fiche action 2-8-2 « garantir l'accès à toutes les personnes en perte d'autonomie à une offre médico-sociale de qualité : développer l'offre de prise en charge des personnes en situation de handicap et des personnes âgées » ;

CONSIDERANT les échanges avec la Maison Départementale des Personnes Handicapées de la Vienne ayant permis d'établir une liste des jeunes adultes en Amendement Creton et d'identifier les besoins en terme de couverture du territoire ;

CONSIDERANT les échanges avec les gestionnaires de structures pour personnes adultes handicapées de la Vienne potentiellement intéressées et en capacité de mettre en œuvre des extensions de capacité non importantes, n'entraînant pas de gros investissements ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : La capacité de l'E.A.N.M. « André Rideau », géré par l'Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public de la Vienne (ADPEP 86), est augmentée de 2 places d'accompagnement non médicalisé de type foyer de vie, soit une capacité globale passant de 50 à 52 places à compter du 1^{er} décembre 2023.

Ces deux places supplémentaires sont autorisées dans le cadre de la mise en œuvre d'un dispositif externalisé ayant pour but de favoriser l'inclusion de personnes en situation de handicap bénéficiant d'une orientation foyer de vie.

ARTICLE 2 : Les caractéristiques de la présente décision sont enregistrées comme suit au Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) :

1°) Entité juridique :

N° FINESS	860785237
Raison sociale	Association des Pupilles de l'Enseignement Public de la Vienne (ADPEP 86)
Adresse	Rue des Augustins 86580 BIARD
Statut juridique	61 – Association Loi de 1901 Reconnue d'utilité publique

Envoyé en préfecture le 16/11/2023

Reçu en préfecture le 16/11/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20231116-23_A_SE_0368-AR

S'LO

2°) Entité géographique :

Entité établissement	E.A.N.M. « André Rideau »
n° FINESS	860784420
Code catégorie	449 – Etablissement d'Accueil Non Médicalisé
Adresse	2 Rue Garestier-Lapierre -BP 9 86430 Adriers
Capacité	52

Discipline	Mode de fonctionnement	Clientèle	Capacité autorisée	Capacité installée	Unité à préciser sur l'outil VIA-TRAJECTOIRE	Capacité autorisée	Capacité installée
965 – Accueil et accompagnement non médicalisé personnes handicapées	11 – hébergement complet internat	117 – déficience Intellectuelle	46	46	Foyer d'hébergement	33	33
					Foyer de vie	13	13
965 – Accueil et accompagnement non médicalisé personnes handicapées	21 – accueil de jour	117 – déficience Intellectuelle	6	6	Foyer de vie	1	1
					Section annexe	5	5

ARTICLE 3 : Pour l'E.A.N.M. « André Rideau » bénéficiant d'un hébergement externalisé de 2 places de type foyer de vie, à proximité du site principal, il est convenu que l'hébergement externalisé est localisé à l'adresse suivante :

30 Rue Principale, 86430 ADRIERS

ARTICLE 4 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'Aide Sociale.

L'arrêté n° 2022-A-DGAS-DHV-DA-0219 du 20 décembre 2022 fixe les conditions d'habilitation à l'aide sociale en vigueur, au regard de la nouvelle capacité susmentionnée.

ARTICLE 5 : Le renouvellement de l'autorisation de cette structure reste subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L.312-8 du Code de l'action sociale et des familles effectuée au moins deux ans avant l'expiration du délai de 15 ans précité.

Les résultats de l'évaluation effectuée par un organisme extérieur doivent être transmis à l'autorité ayant délivré la présente autorisation dans les conditions fixées à l'article D. 312-205 du code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 6 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service, par rapport aux caractéristiques de l'autorisation, devra être porté à la connaissance du Président du Conseil Départemental de la Vienne.

Envoyé en préfecture le 16/11/2023
Reçu en préfecture le 16/11/2023
Publié le
ID : 086-228600011-20231116-23_A_SE_0388-AR

Spécifiquement à la partie externalisée, tout transfert vers une nouvelle adresse non mentionnée dans le présent arrêté devra faire l'objet d'une visite de conformité.

ARTICLE 7 : L'autorisation délivrée a donné lieu à une visite de conformité conformément à l'article L313-6 alinéa 2 du code de de l'action sociale et des familles attestant de la conformité de l'établissement aux conditions minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnées au II de l'article L. 313-1 du Code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 8 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai franc de deux mois à compter de sa date exécutoire, c'est-à-dire de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienn86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr) dans un délai franc de deux mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration d'un délai franc de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc de deux mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienn86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr).

ARTICLE 9 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités et la Présidente de l'Association gestionnaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire, publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Vienne (lavienn86.fr) et transmis au Représentant de l'Etat dans le Département.

Fait à POITIERS, le **16 NOV. 2023**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON